

PRISE DE POSITION

Construire des nouveaux logements pour un nouveau quartier, d'accord, mais pas à n'importe quel prix !

NON au bradage du terrain de la caserne des Vernets, un bien public d'une valeur inestimable pour notre ville !

POUR une transformation urbaine de qualité, équilibrée et équitable.

Des logements abordables : Le collectif des associations d'habitant-e-s des quartiers de Genève se réjouit de la construction de nombreux logements, mais considère comme insensé de faire porter aux futurs locataires les frais de déménagement de la caserne. D'abord 21 millions, puis encore une cinquantaine de millions pour le relogement et l'agrandissement des casernes, soit quelque 74 millions sur le dos des locataires et des contribuables genevois : que l'Etat utilise plutôt cet argent pour financer des logements abordables !

Pas à n'importe quel prix : Le collectif estime que subordonner la construction rapide de logements au financement d'une nouvelle caserne n'est rien moins qu'un acte de chantage pour les 83 % de locataires de ce canton, qui subissent depuis plus de quinze ans la crise du logement. Il y a urgence à construire, mais pas à n'importe quel prix !

Non au bradage du bien commun : Le terrain de la caserne des Vernets est à 100% en mains publiques, il s'agit du bien de la collectivité. C'est une situation idéale et exceptionnelle, si près du centre-ville, pour bâtir un nouveau quartier doté de tous les équipements nécessaires – parc, crèche, commerces, etc. Pourquoi s'en remettre à des investisseurs, comme Swiss-life, qui vont exiger des rendements importants et feront donc de l'argent avec "notre" terrain ? Pourquoi les 400 millions (!) de plus-value obtenus par le déclassement des terrains du projet Praille-Acacias-Vernets ne sont-ils pas directement réinvestis dans la construction des nouveaux quartiers ? Oui à l'entière maîtrise par la collectivité du développement du quartier des Vernets, et non au bradage du bien commun !

Voter non, c'est exiger un meilleur usage de ces 21 millions : voulons-nous financer une caserne, ou voulons-nous favoriser la construction de logements aux loyers abordables ?

Le collectif des associations d'habitant-e-s des quartiers de Genève vous invite à

voter NON le 28 février au crédit de 21 millions pour la réalisation d'une nouvelle caserne à Meyrin-Mategnin

Le collectif des associations d'habitant-e-s des quartiers de Genève lutte depuis 2012

- pour le droit au logement, contre la pénurie de logements et des loyers trop élevés;
- pour le droit à la ville, basé sur une répartition équilibrée des logements, des activités économiques, des transports collectifs, des espaces et des équipements publics;
- contre la sur-densification du centre-ville et une spéculation effrénée.